



GRAND ANGLE AVEC JACQUES DELORS

Europe : il faut faire revoter les Français

L'ancien président de la Commission dénonce la responsabilité des politiques dans le désamour d'Europe. Il ne voit pas l'« étincelle » d'un compromis pour sortir de la crise née du « non » français au référendum, mais plaide pour un traité institutionnel complété par un protocole social. Et en appelle à de nouvelles coopérations renforcées.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CATHERINE CHATIGNOUX
ET FRANÇOISE CROUIGNEAU

Vous avez été l'un des grands acteurs de la construction européenne et vous en êtes toujours un grand témoin militant. Comment répondez-vous à ceux que le président de la Commission, José Manuel Barroso, dénonce comme des « criseophiles » ? En leur rappelant ce qui a été acquis en cinquante ans depuis le traité de Rome, mais aussi en expliquant que, compte tenu des nouveaux rapports de force dans le monde, les Européens devront relever trois défis majeurs : celui de la mondialisation, celui des mutations technologiques et celui de la démographie.

La base du contrat est claire : des pays souverains acceptent de partager l'exercice d'une partie de leur souveraineté, dans le cadre d'une communauté gouvernée par des règles de droit. C'est une expérience unique dans l'histoire. L'Europe est un projet porteur d'avenir par sa philosophie institutionnelle. D'autres, comme l'Amérique latine et même l'Asie du Sud-Est, commencent à s'en inspirer.

Alors pourquoi ce désamour d'Europe ? Est-ce que de nouvelles craintes sont nées de l'élargissement ?

Le manque d'explications et de discussions a été évident avec l'élargissement. Comment ne pas provoquer l'adhésion de nos citoyens quand il s'agit, pour l'Europe, d'ouvrir les bras à d'autres pays européens qui sortent de cinquante ans de nuit du communisme ? Cela n'a pas été expliqué, le non au référendum sur la Constitution le prouve. Mais au-delà de l'élargissement, trois éléments ont joué en France : une angoisse vis-à-vis de la mondialisation, une addition de mécontentements venant de toutes les couches de la société et un désenchantement démocratique. Beaucoup de citoyens ne croient plus que la politique peut changer les choses. Cette grille d'analyse simple explique les résultats du référendum et peut éclairer l'évolution de la société française.

Quelle est la responsabilité du président Chirac dans ce bilan un peu sombre ?

Depuis l'élargissement, les responsables français n'ont pas fait leur travail d'écoute et d'explication. C'est d'autant plus grave que, depuis quarante ans, les sondages montrent qu'environ les deux tiers des Français sont favorables à la construction européenne, dans laquelle ils voient la possibilité pour leur pays de poursuivre son chemin comme nation. Il y a eu rupture, due à certains excès. Pour ne prendre que deux exemples, il était possible de dire que la directive Bolkestein n'était pas bonne en tant que telle sans la diaboliser. Comme il était possible d'entretenir des relations plus compréhensives et ouvertes avec les pays de l'Est.

Le traité constitutionnel refusé par les Français n'est-il pas d'ores et déjà dépassé ?

J'ai soutenu ce traité parce que j'appréciais l'institutionnalisation de la Charte des droits fondamentaux, une manière d'affirmer et d'appliquer nos valeurs. Et parce que je jugeais le système de prise de décision meilleur que celui des traités actuels.

Mais j'étais défavorable à l'utilisation du mot « Constitution » car je savais qu'il entraînerait une incompréhension de la part des Français, le sentiment que tous les pouvoirs seraient transférés au niveau européen. Comme ils ont tendance à croire que tout ce qui ne va pas en France tient à l'Union européenne...

Quelle voie de sortie imaginez-vous ?

Si j'en juge par mon expérience de président de la Commission, dont l'une des

missions est de réaliser des compromis dynamiques, il n'y a pas de solution miracle. Ce qui est sage, c'est de faire bouger les deux lignes ; celle des 20 pays qui soutiennent le traité constitutionnel et celle des 2 pays qui ont dit non. Or, je ne vois pas encore l'étincelle du compromis. Il suffit de voir la prudence de la présidence allemande...

Jugez-vous utile de faire revoter les Français sur le traité constitutionnel ?

Le bon sens veut qu'on interroge une seconde fois les Français. Cela nous obligera à mieux écouter et à mieux expliquer ce qu'on a voulu faire en Europe. Mais, avant tout, il faut retirer le terme « Constitution ».

Interroger une seconde fois les Français nous obligera à mieux écouter et expliquer ce qu'on veut faire en Europe. Mais retirons le terme « Constitution ».

Les Français doivent savoir qu'il faut une majorité pour adopter une loi européenne. Or, la majorité actuelle dans l'Union est plus favorable à une économie de marché très libéralisée qu'à une économie régulée. Elle est plus proche des idées du centre droit que de celles des sociaux-démocrates dont je suis. Ce n'est pas une Constitution qui changera cet état de fait. Il faut mener le débat sur le terrain politique. Toutefois, je pense que, compte tenu de la situation actuelle, un protocole social devrait s'ajouter à ce que l'on gardera du traité constitutionnel actuel. Mais il faudra se battre.

Que devrait-on y mettre ?

On pourrait y inscrire la volonté politique d'aller vers plus de convergence dans les niveaux de vie. On pourrait y mettre le triplement des crédits du programme Erasmus, que j'ai lancé en 1986. Cela redonnerait un coup de fouet à l'Europe des jeunes, socle de l'avenir. Enfin, l'instauration d'un salaire minimum pourrait être envisagé à condition qu'il soit proportionnel à la richesse de chaque pays. Cela nous tirerait vers le haut et non vers le bas.

Il faut attendre l'élection présidentielle française pour espérer faire bouger les lignes ?

Cela n'en fera bouger qu'une... Je voudrais que les Français se rendent compte de l'enjeu européen. Malheureusement, nos élites politiques donnent l'impression de n'avoir en tête qu'une Europe française. Le nationalisme économique de nos diri-

geants, qui vont jusqu'à descendre en flammes la Banque centrale européenne, est incompréhensible et nuisible. Car cela rend plus difficile le rapprochement des points de vue. Alors que Schuman, Giscard d'Estaing, Mitterrand avaient en tête une Europe fondée sur des compromis permettant à l'Europe d'aller de l'avant et à la France de préserver ses intérêts essentiels et de renforcer son influence.

Il y a donc peu de chances que l'Europe sociale, défendue par la France, soit soutenue par nos partenaires ?

La dimension sociale n'est pas absente de la construction européenne : l'égalité hommes-femmes, voulue par le traité de Rome, la négociation entre les partenaires sociaux que j'ai lancée en 1985, les minima sociaux pour les conditions de travail et surtout la cohésion économique et sociale, c'est-à-dire la solidarité entre les régions les plus développées et les régions en difficulté : quand je suis arrivé à la Commission, en 1985, cette politique représentait 5 milliards d'euros dans le budget européen ; aujourd'hui, elle en représente 40 milliards !

En revanche, la politique économique, la politique de l'emploi, la Sécurité sociale et la répartition des revenus sont de compétence nationale. Bien sûr, on peut améliorer les choses. Mais la France n'a pas intérêt à transférer ces compétences au niveau européen. Nous faisons une Europe unie dans la diversité. La diversité des modèles sociaux ne nous empêche pas d'avancer. Mais tout cela n'est pas suffisant pour dynamiser les pays qui font partie de la zone euro.

Ces derniers ne se sont-ils pas mis d'eux-mêmes au point mort ?

Le rapport de la Commission Delors de 1989 prévoyait un équilibre entre le pilier monétaire et le pilier économique. C'est ainsi qu'en 1997, lors de la troisième phase de l'Union économique et monétaire, j'ai proposé en vain aux autorités françaises qu'à côté du Pacte de stabilité monétaire, il y ait un pacte de coordination des politiques économiques nationales. C'est indispensable pour que l'euro nous protège mais aussi nous dynamise. Nul besoin de changer les statuts de la Banque centrale européenne. Le problème, ce n'est pas la BCE, c'est sa contrepartie, la coordination des politiques économiques.

Qu'est-ce que les ministres de l'Economie et des Finances peuvent faire de plus ?

Mais ils ne font rien ! Ils se parlent, c'est tout. Il faudrait que la Commission européenne soit chargée tous les trois ou six mois de présenter un bilan des économies de la zone euro et de proposer ce qui pourrait être fait pour accroître la convergence, c'est-à-dire maximiser la valeur ajoutée par l'Union économique et monétaire.

Faut-il harmoniser les politiques fiscales ?

Il n'est pas possible, au sein d'une zone monétaire participant à un projet d'union politique, de tolérer le dumping fiscal. Le travail a été amorcé. Il consiste à harmoniser l'assiette de l'impôt sur les sociétés, puis les taux pour aboutir à une fourchette des taux comme elle existe pour la TVA. C'est indispensable, sinon ne parlons plus d'Union économique et monétaire.

Si les ministres de la zone euro se décient sur ce point, cela aura un effet d'entraînement sur les pays hors zone euro ?

Peut-être, mais l'important, c'est que l'Union économique et monétaire devienne une vraie coopération renforcée, gérée comme telle. Et que les citoyens européens s'aperçoivent que lorsqu'il y a des désordres monétaires mondiaux, l'Union parle d'une seule voix et a son mot à dire. Qui se plaint de la faiblesse du dollar, des niveaux très bas des monnaies japonaise et chinoise ? Je n'entends rien et je me demande à quoi sert l'Europe.



L'Europe souffre d'un déficit d'explication, estime en substance Jacques Delors.

à-dire aux chefs d'Etat et de gouvernement. Cela ne fonctionne plus aujourd'hui. Le seul aspect positif, y compris du point de vue de la démocratie, ce sont les progrès réalisés par le Parlement européen, qui a fait un remarquable travail.

Les responsables de la concurrence, à la Commission, sont souvent critiqués. Leur politique vous paraît-elle équilibrée ?

Il faut résoudre un problème délicat : jusqu'où doit-on appliquer les règles de la concurrence pour favoriser le consommateur sans affaiblir la position des entreprises européennes ? Quand je présidais la Commission, je me suis opposé à une majorité qui voulait sanctionner Air France pour les subventions reçues du gouvernement français. Cela risquait de faire disparaître l'entreprise. Je me suis battu pour qu'on lui donne sa chance. Veuillez les résultats aujourd'hui.

Etes-vous favorable à une politique industrielle européenne ?

La politique industrielle européenne, c'est l'application raisonnable des règles de la concurrence, une coopération plus active en matière de recherche et d'innovation et des décisions prenant en compte l'intérêt européen dans de grands secteurs comme l'énergie ou les transports. Tout est possible. A condition d'éviter des expressions comme « nationalisme économique ». Car, alors, les Français deviennent inaudibles.

Faut-il arrêter l'élargissement pour essayer d'approfondir l'Union ?

L'approfondissement viendra d'un nouveau traité qui permettra de mieux décider, par des initiatives de coopération renforcée, en commençant par l'UEM. Et enfin de la mise en œuvre, dans les pays de l'ex-Yougoslavie, de ce qui a fait la grandeur des pères de l'Europe : la paix et la compréhension mutuelle entre les peuples. Il règne là-bas la peur de la guerre et la peur de l'autre. Comme chez nous entre 1945 et 1957. Faisons-nous assez pour y mettre fin ?

Jusqu'où repousserez-vous les frontières de l'Europe. Jusqu'aux rives du Bosphore ?

Je juge l'Europe à la façon dont elle répond aux défis historiques. Elle l'a fait lors de ses trois premiers élargissements. L'Europe d'aujourd'hui n'est pas celle que j'avais imaginée à vingt-cinq ans, mais je suis fier de cette Europe-là.

Pour la Turquie, compte tenu de la menace de guerre des religions et d'une idéologie dont les protagonistes rejettent l'autre parce qu'il ne pense pas comme eux, un non définitif aurait été une erreur. J'ai approuvé le Conseil européen qui a dit oui à la négociation. Pas plus, mais pas moins. Ce geste montre que le « monde chrétien » ne tourne pas le dos au « monde musulman ».